

Nathalie
DE MARCELLIS-WARIN

Ingrid
PEIGNIER



PERCEPTION DES RISQUES

AU QUÉBEC

BAROMÈTRE
CIRANO
2018

BAROMÈTRE CIRANO 2018

LA PERCEPTION DES RISQUES AU QUÉBEC

Découvrez les sujets qui sont une priorité pour la société québécoise !

Voici les résultats complets du Baromètre CIRANO 2018 pour l'ensemble des 47 enjeux de société à l'étude. Une occasion unique d'en apprendre davantage sur les perceptions, les préoccupations et la confiance des Québécois face à ces enjeux de société. À l'aube des prochaines élections provinciales, le Baromètre CIRANO 2018 permet donc de mieux connaître les attentes et les aspirations des Québécois face à différents sujets tels que l'accès aux services de santé et à l'éducation, le décrochage scolaire, le chômage, les revenus de retraite, les infrastructures de transport, les inondations, les changements climatiques, l'immigration, et bien d'autres.

AU SUJET DU CIRANO

Le CIRANO est un centre interuniversitaire de recherche, de liaison et de transfert des savoirs en analyse des organisations. L'objectivité scientifique et l'interdisciplinarité font partie des valeurs du centre. La mission du CIRANO est de contribuer à l'avancement des connaissances et à la diffusion et au transfert des savoirs aux décideurs publics, aux praticiens, aux gestionnaires de projets mais aussi au grand public. Le CIRANO réunit un réseau de près de 230 chercheurs dans plusieurs disciplines (www.cirano.qc.ca).

AU SUJET DES AUTEURS



Nathalie de Marcellis-Warin : Titulaire d'un doctorat en Science de gestion de l'École Normale Supérieure de Cachan (France), Nathalie de Marcellis-Warin est professeure titulaire à Polytechnique Montréal et Présidente-directrice générale du CIRANO. Elle est aussi Visiting Scientist au Harvard Center for Risk Analysis, Department of Environmental Health à la Harvard T. Chan School of Public Health. Ses intérêts de recherche portent sur la gestion des risques et la théorie de la décision dans différents contextes de risque et d'incertitude ainsi que les politiques publiques mises en place.



Ingrid Peignier : Ingénieure de l'École des Mines d'Alès (France) et titulaire d'une maîtrise (M.Sc.A.) en génie industriel de Polytechnique Montréal, Ingrid Peignier est directrice de projets dans le groupe Risque au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) depuis 2001. Ses domaines d'expertise touchent principalement les évaluations ainsi que l'identification, l'évaluation, la gestion et la communication des risques dans différents domaines tels que le transport des matières dangereuses, les bris d'infrastructures souterraines, etc.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les partenaires du CIRANO et les fellows CIRANO qui ont fait des commentaires et des suggestions pendant la phase de développement du questionnaire d'enquête. Leurs contributions ont été très appréciées.

Nous souhaitons aussi remercier les personnes qui ont répondu au questionnaire.

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Le Baromètre 2018, qui fait le point sur les préoccupations et les perceptions des Québécois envers 47 enjeux de société, permet notamment de mieux connaître les attentes et les aspirations des citoyens face à différents sujets tels que l'accès aux services de santé et à l'éducation, l'économie et les finances personnelles, les infrastructures de transport, l'environnement, les grands projets énergétiques et l'immigration.

Santé

Sans grande surprise, la **santé représente – encore et toujours – la principale source de préoccupation des Québécois** comme le rapporte le *Baromètre CIRANO* depuis sa création en 2011. Notamment, la très grande majorité (**79 %**) des Québécois considèrent que l'engorgement dans les urgences constitue un risque très important pour la province. Leurs inquiétudes en ce qui concerne l'accès aux services de santé semblent toutefois s'amoinrir puisque ce pourcentage est passé de 77 % en 2011 à **70 %** en 2018. Tout porte à croire que les efforts consentis pour améliorer l'accès à un médecin de famille aient contribué à rassurer les Québécois à ce chapitre puisque, dans la réalité, la proportion de la population au Québec inscrite auprès d'un médecin de famille est passée de 56 % en 2011 à 70 % en 2018 selon les données publiées par la Régie de l'assurance maladie du Québec.

Éducation

Bien que l'éducation demeure un enjeu de taille pour les Québécois, leurs perceptions à ce chapitre semblent globalement positives et s'être améliorées au fil du temps. Ainsi, le pourcentage de la population qui considère que l'accès à l'éducation représente « un grand ou un très grand risque » au Québec a considérablement chuté au cours des deux dernières années, passant de 37 % en 2016 à **28 %** en 2018. Il en est de même pour le décrochage scolaire qui préoccupe moins de Québécois cette année (**40 %**) qu'en 2016 (49 %). En outre, leur niveau de confiance face à la capacité qu'a le gouvernement à gérer ces deux enjeux s'est aussi accru. Fait intéressant : le décrochage scolaire inquiète davantage les francophones alors que l'accès aux études universitaires interpelle surtout les allophones.

Économie

Les Québécois sont toujours autant préoccupés par les risques économiques et financiers au niveau personnel mais le sont moins qu'en 2016 au niveau collectif. En outre, le risque perçu pour l'ensemble des enjeux économiques analysés est en baisse depuis 2016. Plus spécifiquement, **59 %** d'entre eux se montrent inquiets par une éventuelle hausse du coût de la vie et des taux d'intérêt (contre 65 % en 2016), et **51 %** éprouvent des craintes face aux revenus de retraite et à la solvabilité des régimes de retraite (57 % en 2016). Côté chômage, on constate une baisse significative des niveaux de risque perçu : **26 %** de la population perçoit aujourd'hui ce risque comme étant élevé alors qu'ils étaient 46 % à le croire en 2016. Ce pourcentage chute même à seulement **9 %** auprès des répondants de la région métropolitaine de Québec. Les résultats du Baromètre CIRANO révèlent que les Québécois se sentent de moins en moins préoccupés par l'endettement des ménages (**57 %** en 2018 contre 69 % en 2013). Dans la réalité, cette perception semble malheureusement se traduire par un taux d'endettement qui ne cesse de croître au Québec depuis 2013. Dans ce contexte, une meilleure sensibilisation aux saines habitudes de consommation nous apparaît primordiale.

Immigration

La situation actuelle de plein emploi soulève indéniablement la question de pénurie de main d'œuvre. À ce chapitre, il semble que les Québécois perçoivent l'immigration comme faisant partie de la solution. Ainsi, **59 %** se montrent favorables à l'intégration de nouveaux arrivants et **68 %** en perçoivent des bénéfices pour le Québec. Certains se montrent toutefois plus inquiets face à l'immigration : les femmes (**53 %** contre 43 % des hommes), les personnes âgées entre 55-74 ans (**55 %** contre 39 % des moins de 35 ans) et les francophones (**50 %** contre 36 % des anglophones et 31 % des allophones). L'occupation et le niveau de scolarité influencent aussi grandement les perceptions à l'égard de l'immigration.

Environnement et projets énergétiques

En 2018, les Québécois se montrent toujours aussi sensibles aux questions environnementales. Ainsi, plus de la moitié d'entre eux (**52 %**) considèrent que les changements climatiques représentent « un grand ou très grand risque » pour notre société. En ce qui a trait aux projets énergétiques, le *Baromètre CIRANO 2018* nous apprend que **65 %** des Québécois sont opposés à l'exploration du gaz de schiste et que seulement **13 %** d'entre eux perçoivent ce type de projets comme « plutôt ou très bénéfiques » pour l'économie québécoise. En parallèle, l'exploration du pétrole semble toujours autant diviser les Québécois : **48 %** y sont opposés (contre 51 % en 2016) et **25 %** y voient des bénéfices (23 % en 2016). Le niveau de risque perçu pour ces deux enjeux a cependant pris un peu de recul depuis 2016 : **39 %** de la population croient que l'exploration du gaz de schiste représente un risque « grand ou très grand » (41 % en 2016) alors que cette proportion atteint **33 %** lorsqu'on les questionne sur l'exploration du pétrole (39 % en 2016).

Infrastructures de transport

Troisième principale source de préoccupation sur le plan collectif, les infrastructures de transport inquiètent encore de toute évidence les Québécois. Leur appréhension par rapport à ce risque s'est même accrue au cours des dernières années : passant de 64 % en 2016 à **67 %** cette année. Leur niveau de confiance envers les capacités du gouvernement à corriger la situation semble aussi s'effriter : **55 %** des Québécois affirment n'avoir « pas du tout ou plutôt pas » confiance en l'État pour gérer l'état des infrastructures de transport alors que ce pourcentage s'élevait à 44 % en 2016. Ces perceptions semblent davantage être le reflet des nombreux travaux en cours et des entraves visibles à la circulation qu'à l'état réel des infrastructures routières car les données publiées par le ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal ne nous indiquent pas de détérioration de la situation.

À la lumière de ces résultats, un constat s'impose : certaines perceptions sont le reflet de la réalité alors que d'autres s'en éloignent. Toutefois, cette dissonance entre perception et réalité peut parfois engendrer de graves conséquences. D'où l'importance de communiquer les bons messages à la population et de faire circuler les vraies données. Surtout dans le contexte où notre enquête révèle une baisse systématique de l'utilisation des sources d'information par les Québécois. Il est toutefois rassurant de constater que **les seuls auprès de qui la population s'informe davantage (17 %) sont les experts** (contre 14% en 2016).

INTRODUCTION

Que l'on parle de l'état des infrastructures de transport, de l'exploration pétrolière, des revenus de retraite, de la pollution de l'air, du transport des matières dangereuses, de l'accès aux services de santé, de l'utilisation des OGM ou du partage des données produites par les objets connectés à Internet (téléphones, système de robotique domestique, etc.), les sujets qui peuvent susciter des inquiétudes sont nombreux.

Quelles sont les principales préoccupations des Québécois ? Quels sont les projets et les enjeux qu'ils perçoivent comme étant les plus risqués ? Qu'en est-il de la confiance qu'ils accordent aux autorités publiques ? Ces questions et bien d'autres sont posées depuis 2011 aux Québécois à travers le **Baromètre CIRANO** qui compile les résultats d'enquêtes réalisées annuellement auprès d'un échantillon de 1000 répondants représentatif de la population du Québec.

L'édition 2018 du Baromètre CIRANO se concentre sur les résultats de l'enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1013 répondants représentatif de la population du Québec. Cette enquête a été réalisée en ligne du 5 au 10 avril 2018. Y sont présentées les perceptions de la population sur 47 enjeux/projets ainsi que deux études de cas plus détaillées, l'une sur la mobilité durable et les transports en commun et l'autre sur l'intelligence artificielle et l'emploi. Comme le Baromètre CIRANO est le résultat d'enquêtes administrées depuis 2011, une comparaison avec les résultats des éditions précédentes permettra de présenter l'évolution des préoccupations sur les 7 dernières années.

En outre, nous avons pour chaque répondant une dizaine de données sociodémographiques, ce qui permet de pouvoir mieux comprendre les déterminants de leurs réponses. Cette enquête inédite au Québec tente ainsi d'identifier, par diverses analyses statistiques, les facteurs déterminants à l'augmentation du niveau de risque perçu, à la diminution de la confiance dans le gouvernement et à la diminution de l'acceptabilité sociale.

Depuis 2011, le Baromètre CIRANO sur la perception des risques au Québec, a su faire sa marque. C'est un outil unique au Québec parce qu'il aborde un large spectre de projets et d'enjeux et qu'il se fonde sur des données et des informations riches, fiables et variées. Il nous fait entrevoir et mieux comprendre la perception des risques des Québécois. Il permet d'enrichir la réflexion et surtout de fournir des informations pertinentes dans le processus de prise de décision stratégique en présentant aux décideurs les préoccupations du public sur différents enjeux de société, qui pourront alors être intégrées dans l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques.

A PROPOS DE LA COLLECTION DES BAROMÈTRES CIRANO



Depuis 2011, le Baromètre CIRANO compile et analyse les résultats d'enquêtes développées par le CIRANO et administrées auprès d'un échantillon d'environ 1000 répondants représentatif de la population du Québec. Ces enquêtes peuvent être générales et couvrir les 7 grands enjeux pour le Québec (liés à la santé, l'environnement, le contexte socio-économique, les risques industriels, les innovations, les infrastructures et les projets publics et la sécurité) ou être des enquêtes spécifiques pour certaines problématiques.



À titre informatif, voici un bref portrait des 5 enquêtes générales et des 2 enquêtes thématiques réalisées jusqu'à ce jour.

Enquêtes générales

	Date des sondages
Baromètre 2011	Du 22 au 27 juin 2011
Baromètre 2012	Du 29 juin au 6 juillet 2012
Baromètre 2013	Du 5 au 10 avril 2013
Baromètre 2016	Du 18 au 23 octobre 2016
Baromètre 2018	Du 5 au 10 avril 2018

Enquêtes thématiques

Dates des sondages	
Enquête spécifique 4 thématiques (2013)	du 15 au 23 novembre 2013
Enquête spécifique Énergie et changements climatiques (2015)	du 16 au 20 avril 2015

Les résultats du Baromètre CIRANO 2011 et 2017 ont été publiés aux Presses de Polytechnique Montréal. Des rapports basés sur des enquêtes thématiques ont été aussi produits en 2013 et 2015 :

a) Enquête CIRANO spécifique sur 4 thématiques (à partir d'un questionnaire thématique administré du 15 au 23 novembre 2013)

- le transport de matières dangereuses (de Marcellis-Warin & Peignier, 2013)
- la gestion des projets d'infrastructures municipales (projet réalisé en collaboration avec l'Union des Municipalités du Québec (UMQ) (de Marcellis-Warin, Peignier, Leenhouts, Bui, Strub, 2014))
- la mise en place d'une action collective pour l'intégrité dans l'industrie de la construction du Québec (dans le cadre d'un projet de recherche sur l'intégrité dans l'industrie de la construction réalisé en collaboration avec l'Association de la Construction du Québec (ACQ)) (De Marcellis-Warin, Peignier, Teodoresco, des Chênes, 2014)
- l'accord de libre-échange Canada-Union Européenne (Warin & Sanger, 2015)¹

b) Baromètre spécifique sur l'énergie et les changements climatiques réalisé en collaboration avec l'Institut de l'Énergie Trottier (enquête du 16 au 20 avril 2015) (De Marcellis-Warin et al., 2015).

¹ <http://mondointl.cirano.qc.ca/wp-content/uploads/2016/10/barometreAECG.html>

À PROPOS DE L'ENQUÊTE 2018

Population et échantillon

La population à l'étude est composée des résidents de la province de Québec âgés de 18 ans et plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais. Au total, 1013 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu au questionnaire. La collecte de données a été réalisée par internet du 5 au 10 avril 2018. La durée moyenne pour répondre au questionnaire d'enquête a été de 27 minutes 45 secondes.

Élaboration et validation du questionnaire

Le questionnaire a été élaboré par CIRANO et validé par un statisticien et des experts sur les sondages de l'institut de sondage privé. Un pré-test a également permis de s'assurer de la bonne compréhension du questionnaire et de la justesse des échelles de réponses choisies. Le questionnaire a été conçu de façon à interroger les Québécois sur une liste de 47 grands enjeux/projets du Québec. Une première question générale traite des préoccupations actuelles des Québécois, en distinguant les préoccupations au niveau personnel des préoccupations au niveau collectif (pour le Québec). Par la suite, pour chacun des projets et enjeux à l'étude, le questionnaire vise à connaître la perception du niveau de risque, la perception de l'ampleur des bénéfices, la confiance accordée aux autorités publiques pour la gestion de ces enjeux et finalement le niveau d'acceptabilité sociale.

En fonction des années, l'enquête aborde également des sujets plus spécifiques ou certains thèmes qui sont dans l'actualité. Par exemple, pour la présente enquête effectuée en avril 2018, nous avons ajouté des questions concernant spécifiquement :

- les risques perçus liés à l'intelligence artificielle et à la robotisation notamment par rapport à l'emploi,
- l'impact des nouvelles positives dans l'actualité,
- une étude de cas spécifique aux inondations et aux tremblements de terre,
- les enjeux des changements climatiques et de la mobilité durable.

Ces études de cas feront l'objet de documents de recherche distincts.

Pondération et représentativité

À l'aide des statistiques du recensement de l'Institut de la statistique du Québec, les résultats ont été pondérés selon l'âge, la région, le sexe, la scolarité, la langue maternelle et la présence d'enfant dans le ménage afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population adulte du Québec.

À titre indicatif, un échantillon probabiliste de même taille (n=1000) aurait une marge d'erreur maximale de +/-3,1 %, et ce, dans un intervalle de confiance de 95 % (19 fois sur 20).

LES PRÉOCCUPATIONS DES QUÉBÉCOIS EN 2018

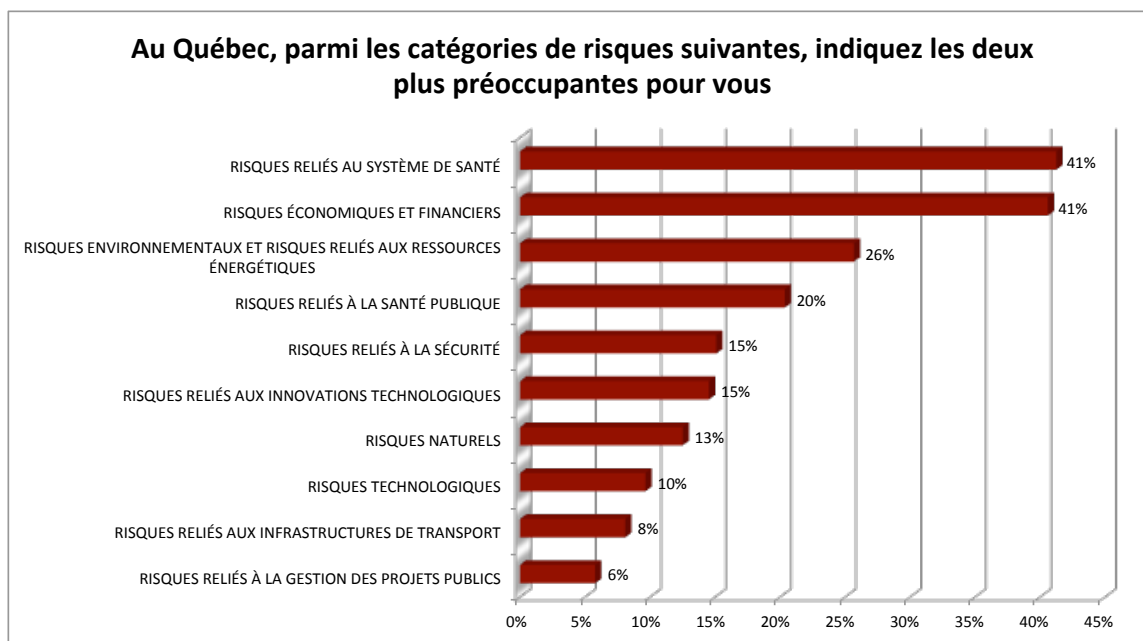
PRÉOCCUPATIONS PERSONNELLES

Top 2 identique depuis 2011 avec les risques liés au système de santé et les risques économiques et financiers mais des changements dans les proportions marquées par une hausse des préoccupations reliées aux risques technologiques et aux innovations technologiques.

Lorsque l'on demande aux Québécois d'indiquer les 2 catégories de risques les plus préoccupantes pour eux-mêmes, les risques liés au système de santé (41 %) et les risques économiques et financiers (41 %) ressortent largement majoritaires et ce depuis 2011. Les risques environnementaux et les risques reliés aux ressources énergétiques font également parties du Top 3 depuis 2011 mais dans une moindre proportion (26 % en 2018).



Cette année toutefois, on constate certaines variations dans les réponses des Québécois : ainsi, la proportion de Québécois qui ont choisi les risques liés au système de santé dans leurs 2 catégories les plus préoccupantes a diminué de 44 % en 2016 à 41 % en 2018. En contrepartie, les Québécois ont été plus nombreux qu'en 2016 à indiquer les risques technologiques (*usine chimique, transport de matières dangereuses, enfouissement des déchets, ondes électromagnétiques*) (10 % plutôt que 8 % en 2016) et les risques reliés aux innovations technologiques (*OGM, nanotechnologies, génomique, objets connectés, virus informatique, vol d'identité*) (15 % plutôt que 12 % en 2016) dans leurs deux plus grandes préoccupations.



Ces transferts de préoccupations vers les risques émergents que peuvent représenter les technologies et les innovations pourraient s'expliquer en partie par une perception des risques élevée pour la confidentialité des données (55% de la population perçoit des risques grands ou très grands associés à cet enjeu), pour les cyberattaques et vol d'identité (48 %). La protection des données personnelles recueillies par les objets connectés et les programmes d'IA semble d'ailleurs être importante aux yeux des Québécois puisque 47 % d'entre eux jugent essentiel que le gouvernement en fasse une priorité. En outre, on constate une baisse de confiance de la population envers le gouvernement pour gérer l'utilisation des objets connectés (20 % de la population ne faisaient pas du tout ou plutôt pas confiance au gouvernement pour la gestion de cet enjeu en 2016 et ce pourcentage monte à 28 % en 2018). Le fait que 73 % des Québécois soient opposés à la consommation des OGM peut également expliquer cette augmentation des préoccupations envers les nouvelles technologies.

L'augmentation de la proportion des Québécois préoccupés par les risques technologiques peut s'expliquer surtout par les perceptions relatives à 2 enjeux : l'utilisation de produits chimiques par les industries et les sites d'enfouissement des déchets. Pour ces deux enjeux, le niveau de risque perçu a augmenté depuis 2016, le niveau de confiance dans le gouvernement pour les gérer a diminué et l'acceptabilité sociale a diminué.

Pour l'utilisation des produits chimiques dans les industries, la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand est passé de 42 % en 2016 à 46 %, la proportion des Québécois ne faisant pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement est

passée de 56% à 62 %, et 76 % des Québécois y sont opposés vs 74 % en 2016. Pour les sites d'enfouissement des déchets, la proportion des Québécois ne faisant pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement est passée de 42% à 44 %, et 48 % des Québécois y sont opposés vs 45 % en 2016. À l'inverse, il semble que pour le transport des matières dangereuses les perceptions, tout en restant quand même élevées se sont améliorées.

Des préoccupations personnelles pour les risques liés aux innovations technologiques différentes en fonction de la profession exercée et de la langue parlée.

Un autre élément intéressant est à remarquer en lien avec les préoccupations reliés aux innovations technologiques : la profession exercée semble avoir un impact sur les perceptions des Québécois pour certaines catégories de risques. Par exemple, nous avons noté que les travailleurs des sciences et des technologies (informaticien, programmeur-analyste, technicien, technicien-audio, technicien de laboratoire, etc.) sont significativement plus nombreux que les autres professions à être personnellement préoccupés par les risques liés aux innovations technologiques (voir tableau ci-dessous).

Employé de bureau ou employé dans les services	Ouvrier ou travailleur manuel	Travailleur des sciences et des technologies	Professionnel (architecte, artiste, avocat, comptable, etc.)	Gestionnaire/administrateur/propriétaire	Ne travaille pas
10 %	9 %	31 %	16 %	20 %	15 %

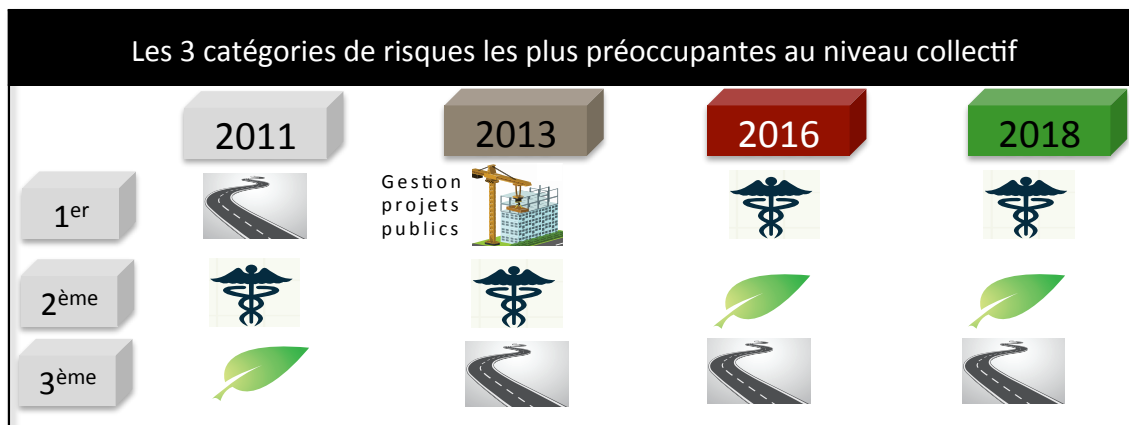
Des préoccupations personnelles pour les risques liés aux innovations technologiques différentes en fonction de la profession exercée

En outre, les anglophones ont été moins nombreux que les francophones à indiquer, parmi leurs 2 catégories les plus préoccupantes, les risques liés aux innovations technologiques (8 % d'entre eux contre 16 % des francophones, $p=0,01$) et les risques technologiques (5 % d'entre eux contre 10 % des francophones, $p=0,06$).

PRÉOCCUPATIONS POUR LE QUÉBEC

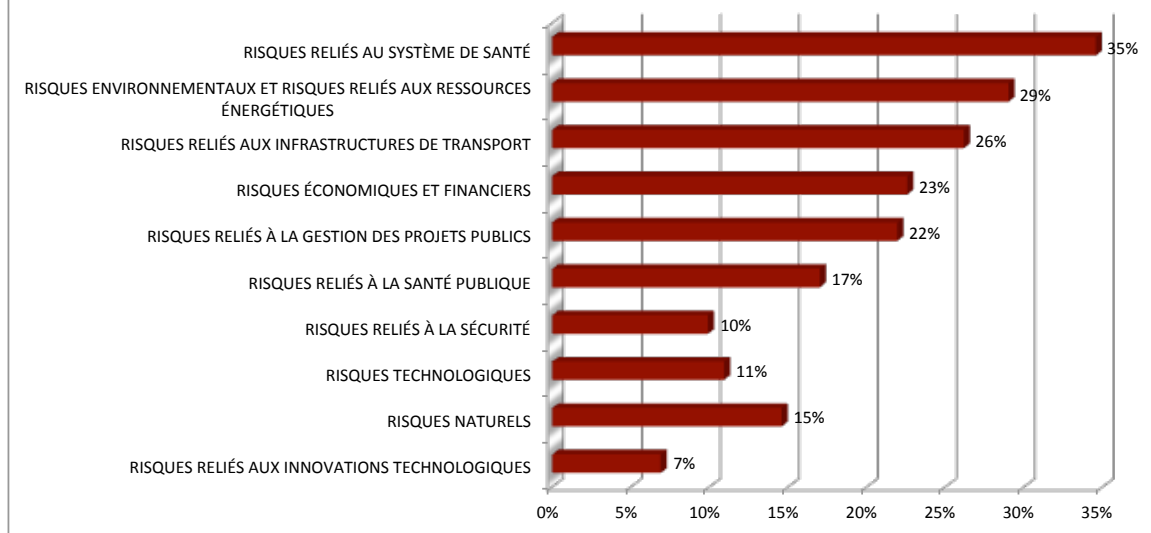
Top 3 identique depuis 2011 avec les risques liés au système de santé (35 %), les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (29 %) et les risques liés aux infrastructures de transport (26 %) mais des changements dans les proportions marquées par une hausse des préoccupations reliées aux risques naturels.

Intéressons-nous maintenant aux préoccupations au niveau collectif. Trois grandes catégories se partagent le peloton de tête, à savoir les risques liés au système de santé (35 %), les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (29 %) et les risques liés aux infrastructures de transport (26 %). Depuis les 7 dernières années, les résultats des précédents Baromètres CIRANO montrent que les risques liés aux infrastructures de transport et les risques liés au système de santé font systématiquement partie des 3 catégories de risques jugées les plus préoccupantes pour le Québec. Pour l'année 2018, le classement des 3 premières catégories les plus préoccupantes pour les Québécois au niveau collectif sont exactement les mêmes que 2016 et avec les mêmes proportions.



Toutefois, encore ici, nous voyons que même si le classement des 3 premières catégories ne change pas, il y a des variations dans les réponses. On constate en effet une baisse de la proportion des Québécois préoccupés par les risques économiques et financiers (26 % en 2016 à 23 % en 2018) et par la gestion des projets publics (25 % en 2016 à 22 % en 2018) qui est transférée par une forte hausse de la proportion des Québécois ayant indiqué les risques naturels comme faisant partie de leurs deux plus grandes préoccupations (10 % en 2016 à 15 % en 2018).

Au Québec, parmi les catégories de risques suivantes, indiquez les deux plus préoccupantes pour le Québec



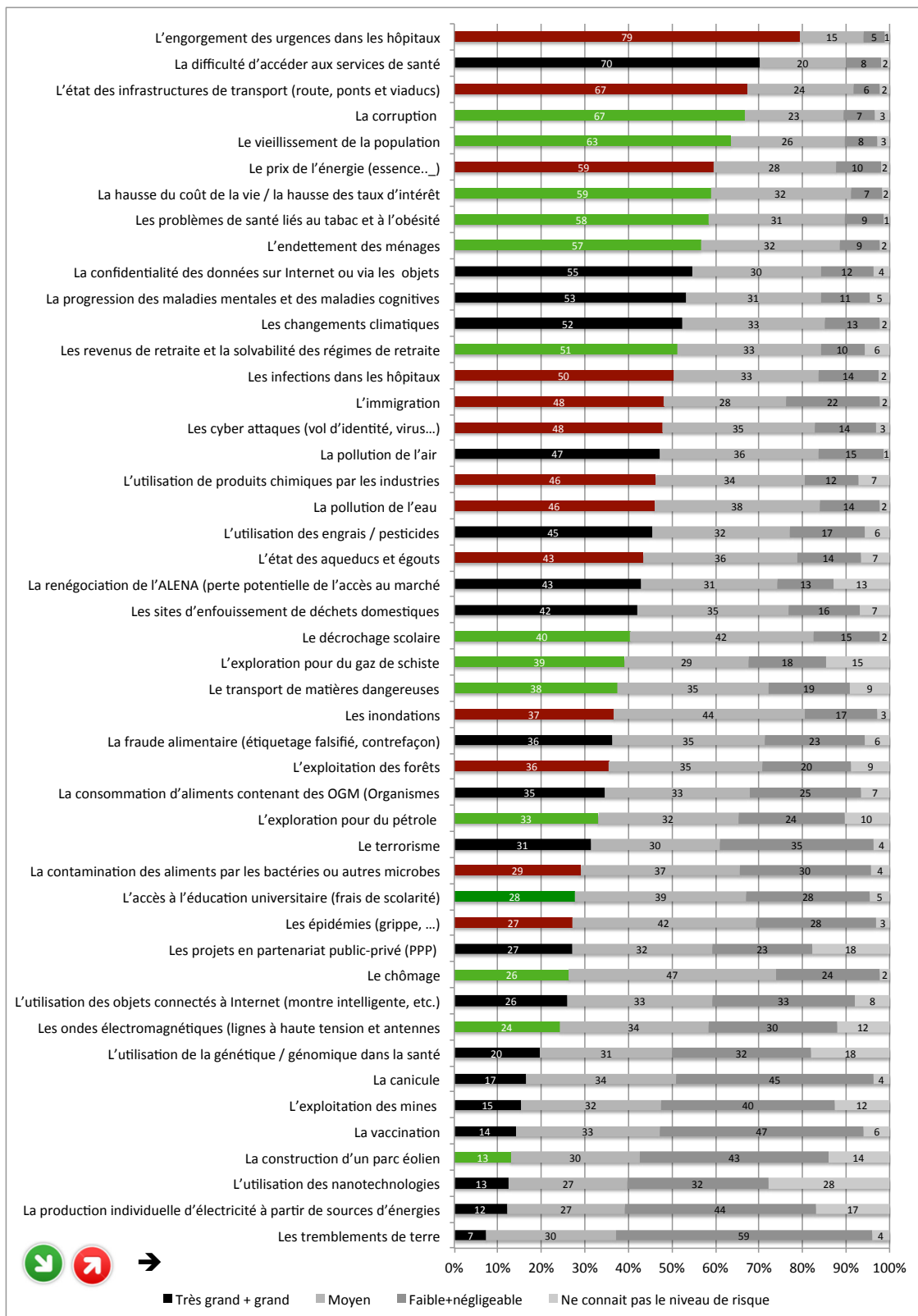
Les préoccupations pour le Québec se reflètent plus précisément dans les niveaux de risque perçus pour les 47 enjeux à l'étude. Les tendances observées dans les changements de préoccupations des Québécois se reflètent aussi lorsque l'on analyse plus précisément chaque enjeu. Ainsi, tout comme la proportion des Québécois ayant indiqué les risques économiques et financiers dans leur top 2 des préoccupations a diminué, tous les enjeux liés à l'économie (mis à part le prix de l'énergie) et les enjeux liés à la gestion des projets publics (pour la corruption, la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand est passée de 73 % en 2016 à 67 % en 2018) ont eux-aussi vu leur niveau de risque perçu diminuer.

À l'inverse, la forte augmentation des Québécois qui ont affirmé que les risques naturels faisaient partie de leurs deux plus grandes préoccupations peut s'expliquer par les événements qui ont eu lieu dernièrement et plus particulièrement les inondations majeures du printemps dernier qui ont touché 171 municipalités au Québec. C'est 37 % des Québécois qui ont coté un risque grand ou très grand pour les inondations dans le Baromètre 2018, alors qu'ils n'étaient que 12 % en 2016. La confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu a également chuté : 34 % de la population faisaient plutôt ou tout à fait confiance au gouvernement en 2016 et c'est seulement 16 % de la population en 2018. On constate clairement que l'expérience personnelle et surtout les événements de l'année ont une influence très grande sur les perceptions des Québécois relativement aux inondations, mais que cette influence semble être de très courte durée. La mémoire de tels événements semble avoir un effet à court terme. En effet, en 2011, les résultats du Baromètre CIRANO indiquaient que 35 % des Québécois percevaient un

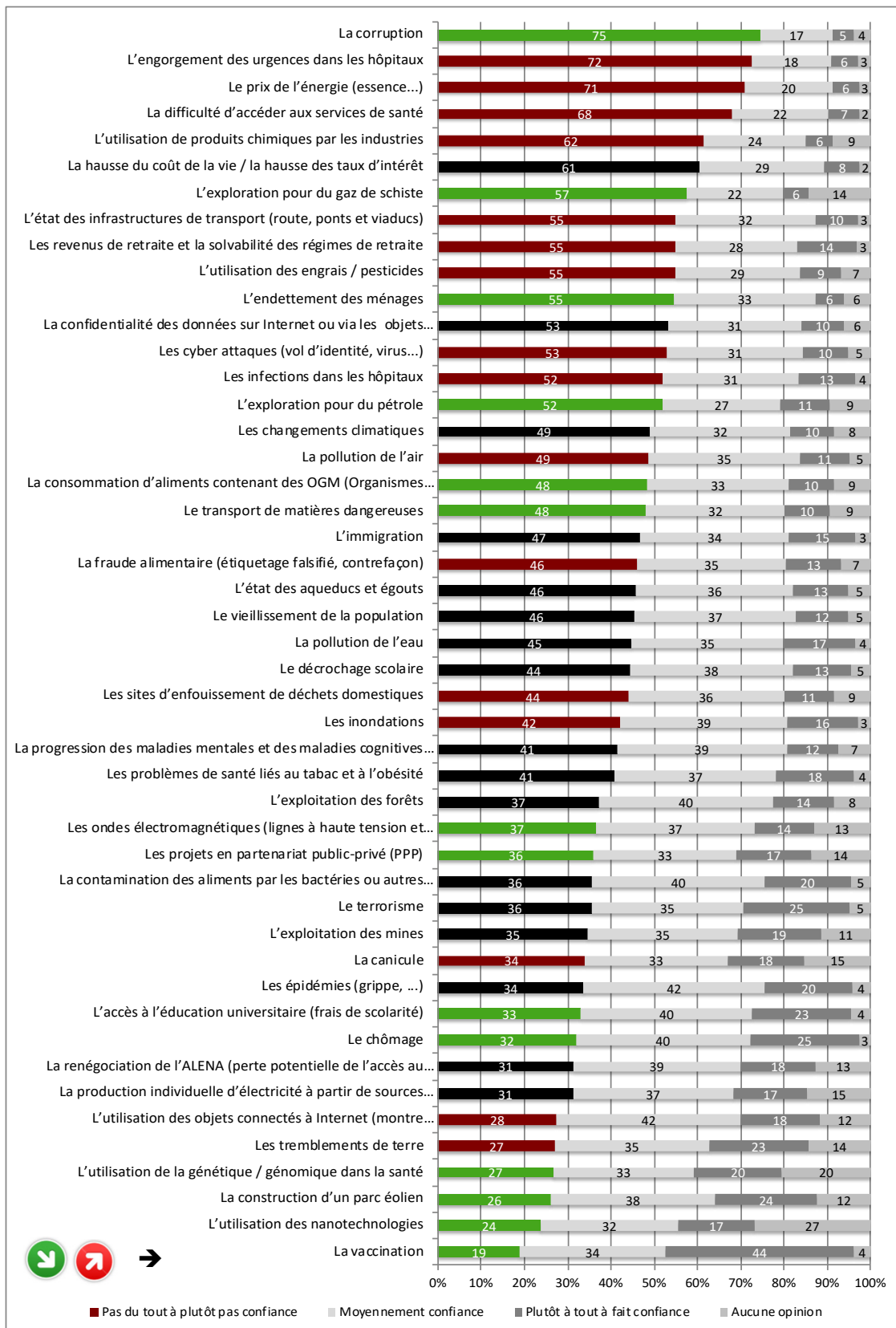
niveau de risque grand ou très grand pour les inondations. Le sondage avait été réalisé peu après les inondations majeures du printemps 2011 dans la région du Richelieu et de la Montérégie ayant touchées 4000 personnes. Puis dès 2012, cette proportion est retombée à 19 % et n'a cessé de diminuer à 18 % en 2013 et à 12 % en 2016.

Les deux graphiques qui suivent permettent d'avoir un portrait complet des perceptions des Québécois des niveaux de risque et des niveaux de confiance dans la gestion par le gouvernement relativement aux 47 enjeux étudiés en 2018. Le premier graphique sur les risques perçus indique la proportion des répondants ayant répondu soit « risque grand ou très grand » (première section des barres horizontales) soit « risque moyen » soit « risque faible ou négligeable », soit « ne connaît pas le niveau de risque » (dernière section des barres horizontales). Le second sur le niveau de confiance perçue indique la proportion des répondants ayant répondu soit « pas du tout ou plutôt pas confiance » (première section des barres horizontales) soit « moyennement confiance » soit « plutôt ou tout à fait confiance », soit « aucune opinion » (dernière section des barres horizontales).

De plus, les graphiques indiquent également les variations de perceptions par rapport au Baromètre CIRANO 2016. Ainsi, en **rouge**, il s'agit des enjeux pour lesquels le niveau de risque (respectivement le niveau de confiance) a augmenté depuis 2016, en **noir**, des enjeux pour lesquels le niveau de risque (respectivement le niveau de confiance) n'a pas bougé depuis 2016 et finalement en **vert**, des enjeux pour lesquels le niveau de risque (respectivement le niveau de confiance) a diminué depuis 2016.



Répartition des niveaux de risque perçu pour les 47 projets/enjeux/phénomènes naturels au Québec



Répartition des niveaux de confiance perçue pour les 47 projets/enjeux/phénomènes naturels au Québec

À l'aube des élections provinciales, nous avons étudié en détails les préoccupations et les perceptions des Québécois envers huit enjeux de société actuels (incluant deux études de cas) :



LA SANTÉ



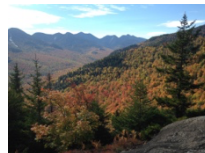
L'ÉDUCATION



L'ÉCONOMIE



L'IMMIGRATION



L'ENVIRONNEMENT ET LES PROJETS ÉNERGÉTIQUES



LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT



LA MOBILITÉ DURABLE



L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



SANTÉ

Depuis 2011, les risques liés au système de santé ressortent comme la première préoccupation des Québécois (tant au niveau personnel que collectif), bien que la proportion de Québécois l'indiquant comme faisant partie de leurs 2 principales préoccupations a tendance à diminuer au niveau personnel, passant de 44 % en 2016 à 41 % en 2018. Les femmes (47 %) sont plus préoccupées que les hommes (35 %) au niveau personnel par les risques liés au système de santé ainsi que les plus de 55 ans (27 % des 18-34 ans, 36 % des 35-54 ans contre 53 % des 55-74 ans et 71 % des plus de 75 ans).

Le système de santé se reflète dans 2 enjeux parmi le 47 à l'étude, à savoir l'engorgement dans les urgences et la difficulté d'accès aux services de santé.

Engorgement dans les urgences

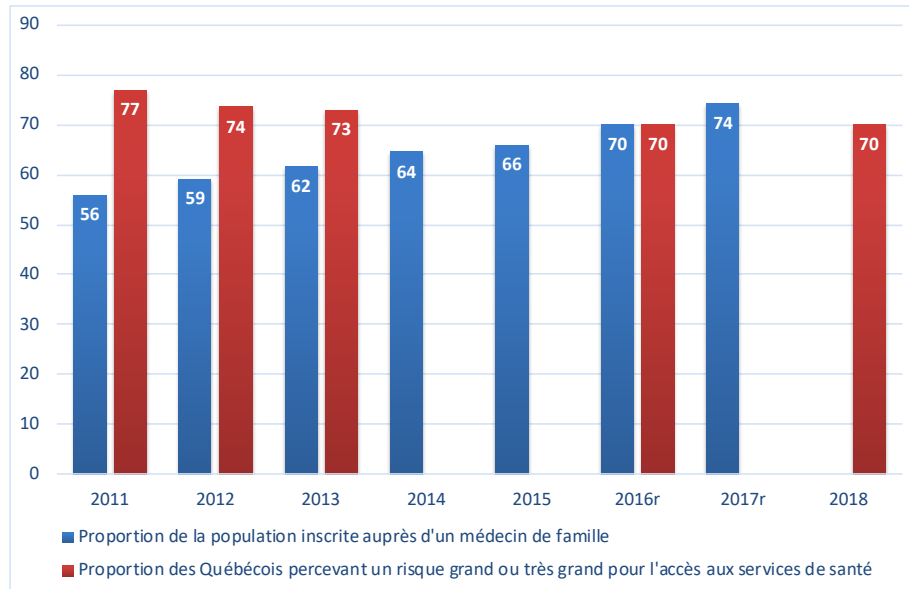
Bien que le pourcentage ait légèrement diminué depuis 2011 (82 %), c'est encore 79 % des Québécois qui considèrent que l'engorgement des urgences représente un risque grand ou très grand pour le Québec. Les répondants qui perçoivent un risque grand ou très grand se retrouvent davantage chez les femmes (84 % vs 74 % des hommes) et chez les résidents de la région métropolitaine de Montréal (83 % vs 75% dans les autres régions). Si on utilise le découpage selon les 17 régions, deux se distinguent clairement avec une proportion de leur population beaucoup plus faible que les autres à percevoir un risque grand ou très grand pour l'engorgement dans les urgences : il s'agit du Saguenay-Lac-Saint-Jean (57 %) et de l'Estrie (64 %). Inversement, les répondants qui perçoivent un risque grand ou très grand pour l'engorgement dans les urgences se retrouvent moins chez les moins de 35 ans (70 % vs 79 % des 35-54 ans, 86% de 55-74 ans et 88 % des plus de 75 ans) et moins chez ceux qui ont un diplôme universitaire de 2^e ou 3^e cycle.

Difficulté d'accès aux services de santé

Le risque lié à la difficulté d'accéder aux services de santé se différencie de l'engorgement des urgences et correspond davantage à la difficulté d'obtenir un médecin de famille, aux délais pour voir un spécialiste, aux délais pour avoir une chirurgie, etc.

Les résultats du Baromètre CIRANO 2018 nous montrent que la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour l'accès aux services de santé a diminué

constamment en passant de 77 % en 2011 à 70 % en 2018. Cette baisse peut s'expliquer en regardant les statistiques de la Régie de l'assurance qui montrent que, dans le même intervalle, la proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille a augmenté au cours des années passant de 56 % en 2011 à 70 % en 2018.



Comparaison des perceptions de la population et de la réalité sur l'accès à un médecin de famille²

Bien qu'en diminution depuis 2011, les risques perçus pour ces 2 enjeux restent très élevés. En outre, la confiance dans le gouvernement pour gérer ces 2 enjeux, déjà très faible, est en baisse depuis 2016. Il s'agit réellement d'un enjeu important pour le Québec puisque l'accès à un médecin régulier (respectivement le temps d'attente pour voir un spécialiste) s'y situe largement en dessous non seulement de la moyenne internationale des pays de l'OCDE mais également bien en dessous de toutes les autres provinces canadiennes. Selon les chiffres de 2016 de l'OCDE³, 84,5 % des Québécois ont un médecin de famille par rapport à 94,6 % des gens des autres pays de l'OCDE (92,1 % pour le Canada) et 62,5 % des Québécois attendent plus d'un mois pour voir un spécialiste par rapport à 42 % des gens dans les autres pays de l'OCDE (57 % au Canada).

² Source pour les données réelles sur la proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille : MSSS, http://www.bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/vitrine/occupation-vitalite-territoire/documents/services_proximite_03.pdf

³ <https://www.cihi.ca/fr/outil-interactif-de-locde-comparaisons-internationales-acces-aux-soins>

Santé publique

Le risque perçu pour les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité est en baisse par rapport à 2016. 65 % les considéraient comme un risque grand ou très grand alors qu'ils sont 58 % en 2018. Ces statistiques sont encourageantes dans la mesure où elles reflètent la réalité : en effet, si l'on regarde les statistiques de l'OCDE sur le tabagisme et l'obésité (déclarée) les chiffres sont en baisse depuis 2015.

Toutefois ces résultats restent inquiétants puisque bien que le pourcentage d'adultes obèses soit moindre que dans le reste du Canada et qu'aux États-Unis, il se place défavorablement, lorsque mis en parallèle avec des pays similaires de l'OCDE⁴. Des progrès sont donc possibles, sinon, le Québec risque de faire face à de lourdes conséquences socio-sanitaires (Martel et coll., 2014 ; Maisonneuve et coll., 2015), un fardeau économique important (Blouin et coll., 2015a ; Blouin et coll., 2015b), et une espérance de vie en bonne santé potentiellement réduite chez les personnes touchées (Steensma et coll., 2013). Il est donc très important de continuer à sensibiliser la population sur ces enjeux.

⁴ <https://www.cihi.ca/fr/outil-interactif-de-locde-comparaisons-internationales-determinants-non-medicaux-de-la-sante>



ÉDUCATION

L'accès à l'éducation universitaire continue d'être perçu comme un enjeu qui préoccupe mais la proportion des Québécois percevant un niveau de risque grand ou très grand pour cet enjeu, qui avait augmenté entre 2012 (35 %) et 2016 (37 %), a chuté en 2018 pour atteindre 28 %. La confiance dans la gestion par le gouvernement de cet enjeu a quant à elle augmenté au fil des années. Ainsi, depuis 2012, le niveau de risque perçu a diminué et le niveau de confiance dans la gestion de cet enjeu par le gouvernement a augmenté.

Il en est de même pour le décrochage scolaire, la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour cet enjeu est passée de 49 % en 2016 à 40 % en 2018. Le portrait de l'éducation semble donc globalement positif.

Des distinctions en fonction de la langue maternelle des répondants ont pu être notées et nous considérons qu'il est important d'être conscients de ces différences lorsque vient le temps de prendre des décisions gouvernementales en matière d'éducation. Le Baromètre CIRANO 2018 montre que les allophones sont plus nombreux à considérer l'accès à l'éducation comme un risque grand ou très grand (51%) que les francophones (27 % avec $p=0,000$) ou que les anglophones (25 % avec $p=0,000$). À l'inverse ce sont les francophones qui sont les plus nombreux à considérer le décrochage scolaire comme représentant un risque grand ou très grand (44%) contre seulement 28 % des anglophones ($p=0,000$) et 18 % des allophones ($p=0,001$).

		% des QC à considérer un grand risque pour ACCÈS	% des QC à considérer un grand risque pour DÉCROCHAGE
Francophone		27 %	44 %
Anglophone		25 %	28 %
Allophone		51 %	18 %
Test Mann-Whitney	$p(1 \text{ vs } 2)$	0,454	0,000
	$p(1 \text{ vs } 3)$	0,000	0,001
	$p(3 \text{ vs } 3)$	0,000	0,219

En conclusion, les allophones considèrent que l'accès à l'éducation universitaire est plus un risque que le décrochage scolaire alors que pour les francophones, c'est plus le décrochage qui représente un risque pour le Québec.



ÉCONOMIE

Les Québécois sont toujours autant préoccupés par rapport aux risques économiques et financiers au niveau personnel mais le sont moins qu'en 2016 au niveau collectif. De façon significative, les répondants de la génération X (35-54 ans) sont les plus préoccupés par les risques économiques et financiers au niveau personnel (48 % alors que la moyenne pour l'ensemble des répondants est de 41 %).

Le risque perçu pour l'ensemble des enjeux économiques à l'étude est en baisse depuis 2016 comme l'indiquent les statistiques dans le tableau ci-dessous.

Enjeux	Proportion des QC percevant un risque grand ou très grand
Hausse du coût de la vie et des taux d'intérêt	65 % en 2016 ▼ 59 % en 2018
Endettement des ménages	65 % en 2016 ▼ 57 % en 2018
Revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite	57 % en 2016 ▼ 51 % en 2018
Chômage	46 % en 2016 ▼ 26 % en 2018

On peut voir cela comme des indicateurs positifs de la situation économique actuelle du Québec qui se reflètent aussi dans les indicateurs statistiques publiés par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (comme par exemple le taux d'assistance sociale au Québec qui est passé de 12,8 % en 1996 à 5,9 % en 2018).

Chômage

La baisse significative des niveaux de risque perçu pour le chômage reflète la réalité puisque le taux de chômage est actuellement très bas (5,4 % pour le Québec en avril 2018). Toutefois, il y a quand même ¼ de la population qui considèrent encore un risque grand ou très grand pour le chômage et 47 % qui considèrent un risque moyen. Fait très intéressant également, la proportion des Québécois considérant un risque grand ou très grand pour le chômage est significativement la plus faible dans la région métropolitaine de Québec (9% vs 30 % à MTL RMR et 27 % dans les autres régions). Lorsque l'on regarde selon les 17 régions administratives, les régions qui perçoivent un risque plus élevé sont Montréal (34 % perçoivent un risque grand ou très grand), le Bas-Saint-Laurent (33%), la Mauricie (32 %), et Lanaudière (30%).

Endettement des ménages

Par contre, la réalité est toute autre lorsque l'on regarde le taux d'endettement. Le risque perçu par les Québécois pour l'endettement n'a cessé de diminuer (passant en 2013 de 69 % la population qui considérait un risque grand ou très grand pour l'endettement à 65 % en 2016 et à 57 % des Québécois en 2018). Cette perception semble malheureusement se traduire dans la réalité par un taux d'endettement qui ne cesse de croître au Québec depuis 2013. Cette différence entre les perceptions de risques et la réalité est inquiétante puisque l'on sait que le niveau d'endettement des ménages est perçu comme un facteur de risque économique au Canada. Même si la progression marquée de l'emploi contribue à réduire les risques de défaut de paiement, puisque bon nombre de familles peuvent compter sur un revenu stable, les Québécois ne sont toutefois pas à l'abri d'un revirement de situation (en particulier avec la remontée des taux d'intérêt déjà amorcée). Le niveau de confiance des Québécois dans la gestion par le gouvernement de cet enjeu, bien que moyennement élevé, s'est quand même amélioré depuis 2016.

Dans ce contexte, une meilleure sensibilisation des Québécois aux saines habitudes de consommation est primordiale. Le message se doit d'être adapté à la clientèle la plus à risque. Selon les données du Baromètre CIRANO 2018, ceux qui perçoivent moins de risques pour l'endettement des ménages se retrouvent davantage chez les hommes (51% voient un risque grand vs 62% des femmes), chez les anglophones (42 % vs 59 % des francophones et 60 % des allophones), chez les répondants avec un revenu familial de plus de 80 000 \$ (48 % vs 60 % des répondants avec un revenu de moins de 40 000 et 68 % des répondants avec un revenu compris entre 40 000 et 80 000\$), chez les répondants sans enfants (54 % vs 63 %) et chez les répondants avec un diplôme universitaire.

Hausse du coût de la vie et des taux d'intérêt

En lien direct avec le taux d'endettement des ménages, les Québécois perçoivent un risque moins grand pour cet enjeu qu'en 2016 (59 % considèrent en moyenne ce risque comme grand ou très grand) et le niveau de confiance est resté inchangé. Par contre, il existe des différences importantes en fonction de certaines variables sociodémographiques. Ceux qui sont plus nombreux à percevoir cet enjeu comme un risque grand ou très grand sont des femmes (67 % vs 51 % des hommes), des anglophones (50 % vs 60 % des francophones et 66 % des allophones) et ceux qui ont des enfants (69 % vs 55 % de ceux qui n'en ont pas). Tout comme pour le chômage, les répondants de la région de Québec RMR sont moins nombreux de façon significative que les habitants de Montréal RMR (51 % vs 61 %) à considérer cet enjeu comme représentant un risque grand ou très grand.

Prix de l'énergie

Il s'agit du seul indicateur économique pour lequel le niveau de risque perçu a augmenté .
Il est passé de 55 % à 59 % mais la confiance a aussi beaucoup diminué 71 % n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement vs 66 % en 2016.



IMMIGRATION

La situation actuelle de plein emploi pose la question de la recherche de main d'œuvre. Une des solutions à cette pénurie de main d'œuvre pourrait résider dans l'immigration. Comment les Québécois perçoivent l'immigration ? Sont-ils favorables ? Plus de la moitié (59 %) de la

population se montre favorable à l'immigration et 68 % voit des bénéfices associés à celle-ci. La confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu n'a pas changé depuis 2016. Pourtant, c'est encore un enjeu qui les préoccupe. En moyenne, 48 % de la population toutefois perçoit un risque grand ou très grand pour l'immigration. Il est intéressant de regarder les différences au sein de la population qui semblent percevoir un risque plus grand pour l'immigration :

- les femmes sont plus nombreuses que les hommes à percevoir un risque grand ou très grand pour l'immigration (53 % vs d'entre elles vs 43 % des hommes).
- Le niveau de risque perçu augmente avec l'âge. Ainsi c'est seulement 39 % des moins de 35 ans qui perçoivent un risque grand ou très grand pour l'immigration alors que c'est 55 % des 55-74 ans.
- La langue est également un facteur très déterminant : les francophones sont de façon significative les plus nombreux à percevoir un risque grand ou très grand pour l'immigration (50 % d'entre eux, contre 36 % des anglophones et 31 % des allophones)

Ces différences pourraient s'expliquer en partie par les préoccupations en général reliées à la sécurité personnelle. En effet, on constate que plus les Québécois sont préoccupés par les risques reliés à la sécurité, plus le niveau de risque perçu pour l'immigration augmente de façon significative ($r=0,139$, $p=0,000$).

D'autres caractéristiques sociodémographiques apportent des différences sur les perceptions des risques de l'immigration. Ainsi, l'occupation et le niveau de scolarité influencent grandement les perceptions. Les travailleurs des sciences (39 %) et les professionnels (33 %) sont les moins nombreux à percevoir un risque grand ou très grand alors que les employés (59 %), les ouvriers (60 %), les gestionnaires / propriétaires d'entreprises (53 %) et les gens qui ne travaillent pas (49 %) comptent parmi les plus nombreux. Le même genre de constat émerge si l'on regarde le niveau de scolarité. Plus le niveau de scolarité augmente, plus la perception des risques pour l'immigration diminue. Pour ces deux caractéristiques, on peut supposer que les différences reposent peut-être sur les craintes des répondants de perdre leur emploi.



ENVIRONNEMENT ET PROJETS ÉNERGÉTIQUES

Les différentes éditions du Baromètre CIRANO nous permettent de suivre l'évolution dans le temps de différents aspects touchant les changements climatiques, à savoir 1) les connaissances du grand public québécois sur la problématique des changements climatiques et sur les enjeux énergétiques et environnementaux et 2) les perceptions à l'égard des projets énergétiques.

Connaissances des changements climatiques

52 % des Québécois considèrent un risque grand ou très grand pour les changements climatiques. Cette proportion n'a pas changé depuis 2016.

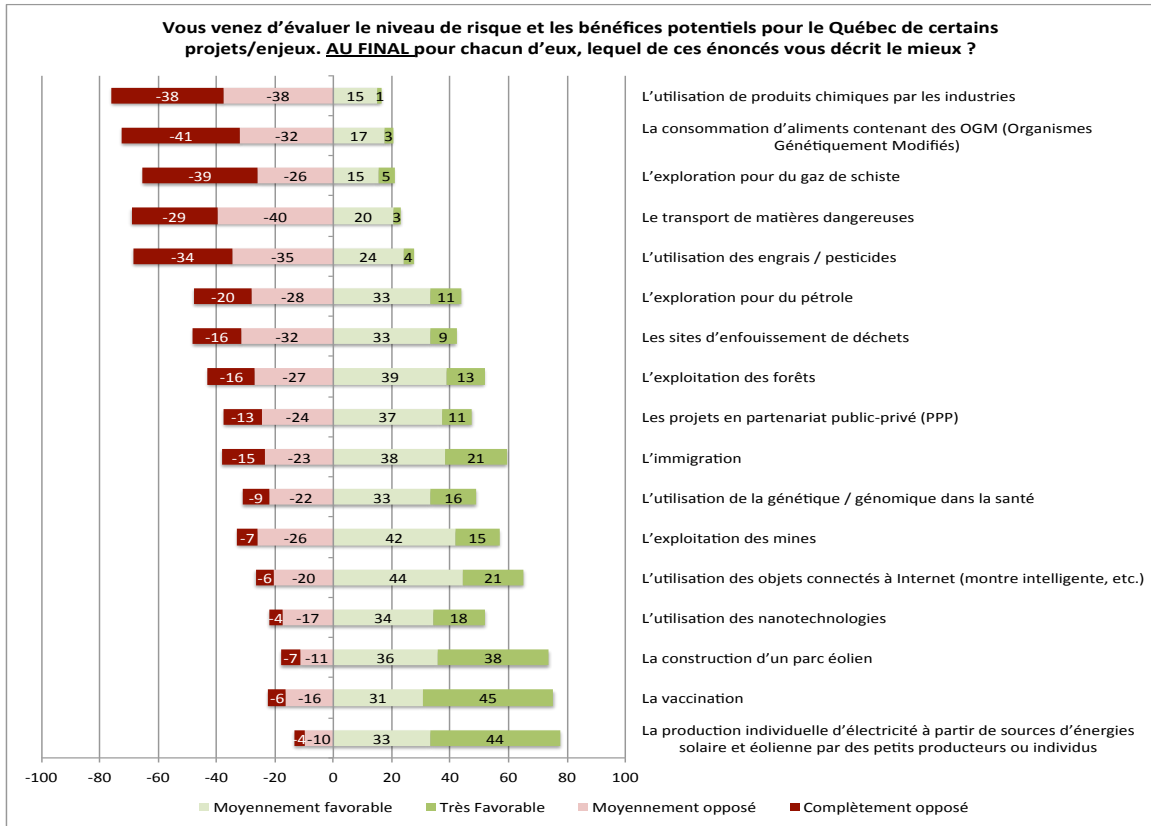
Les perceptions de l'existence et de l'origine des changements climatiques n'ont également pas évolué. Ainsi, 71% des Québécois considèrent que le réchauffement climatique est une réalité et qu'il n'y a aucun doute qu'il a été causé par les activités humaines. Il s'agit d'une majorité ferme de la population mais il reste toutefois encore 22 % de la population que l'on peut qualifier de « climato-sceptiques », c'est-à-dire qu'ils estiment que le réchauffement climatique n'est pas prouvé scientifiquement (5% des répondants) ou que celui-ci n'est pas dû aux activités humaines (17% des répondants). Ils représentaient 25% des Québécois en 2015 (De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Bui, M. H., Anjos, M. F., Gabriel, S. A., & Guerra, C. (2015)).

Perceptions à l'égard des projets énergétiques

La réduction des émissions des gaz à effet de serre que prévoit l'Accord de Paris signé en 2015 devrait permettre une limitation du réchauffement, mais certains experts pensent que pour cela, il faudrait aller beaucoup plus loin que ce qui a été fait jusqu'à présent en termes d'efforts pour économiser l'énergie et pour produire l'énergie plus proprement. Dans ce contexte, qu'en-est-il des perceptions des Québécois relativement aux projets énergétiques d'exploration pour du gaz de schiste et pour du pétrole ?

Les projets ou enjeux liés à l'exploration des hydrocarbures soulèvent généralement de l'opposition. Selon le Baromètre CIRANO 2018, 65 % des Québécois sont opposés à l'exploration pour du gaz de schiste (64 % en 2016) et 13 % de la population voient ce type de projet comme plutôt ou très bénéfique pour le Québec (proportion en baisse puisqu'ils étaient 16 % en 2016). En revanche, les perceptions à l'égard de l'exploration pour du

pétrole, bien que quand même relativement négatives, se sont légèrement améliorées depuis 2016 : 48 % des Québécois sont opposés à l'exploration pour du pétrole (contre 51 % en 2016) et 25 % y voient des bénéfices (23 % en 2016). Le niveau de risque perçu pour ces deux enjeux toutefois a diminué depuis 2016 et ce de façon plus prononcée pour l'exploration pour du pétrole : 39% de la population considèrent un risque grand ou très grand pour l'exploration pour du gaz de schiste (41 % en 2016) et 33% de la population considèrent un risque grand ou très grand pour l'exploration pour du pétrole (39 % en 2016).



Parc éolien

Lorsque l'on parle de production d'énergie propre, on pense bien entendu à l'hydroélectricité au Québec mais qu'en est-il des perceptions des Québécois relativement à l'énergie obtenue grâce aux éoliennes ? 74 % de la population est favorable à la construction de tel parc et c'est seulement 15 % de la population qui ne voit pas ou plutôt pas de bénéfice à cet enjeu. C'est aussi seulement 13 % de la population qui perçoit un risque grand ou très grand, ce pourcentage descendant même à 5% pour les habitants de la région de Québec RMR.

Le niveau d'acceptabilité sociale varie aussi en fonction des régions administratives : les régions les plus favorables étant la Mauricie (89% de Québécois favorables), la Gaspésie / Îles de la Madeleine (81 %) et le Centre du Québec et la Montérégie (78 %). La région de Chaudière-Appalaches et du Saguenay Lac-St-Jean sont les régions pour lesquelles la proportion de Québécois opposés à de tels projets est la plus élevée.



INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Les Québécois dépendent quotidiennement des infrastructures publiques. Que l'on parle du mauvais état des routes, d'un bris d'aqueduc, d'une rupture de canalisation ou de l'effondrement d'un pont ou d'un viaduc, les enjeux liés aux infrastructures publiques font régulièrement la Une des journaux. Rappelons d'ailleurs que les risques liés aux infrastructures de transport ressortaient comme la 3^{ème} principale préoccupation des Québécois au niveau collectif.

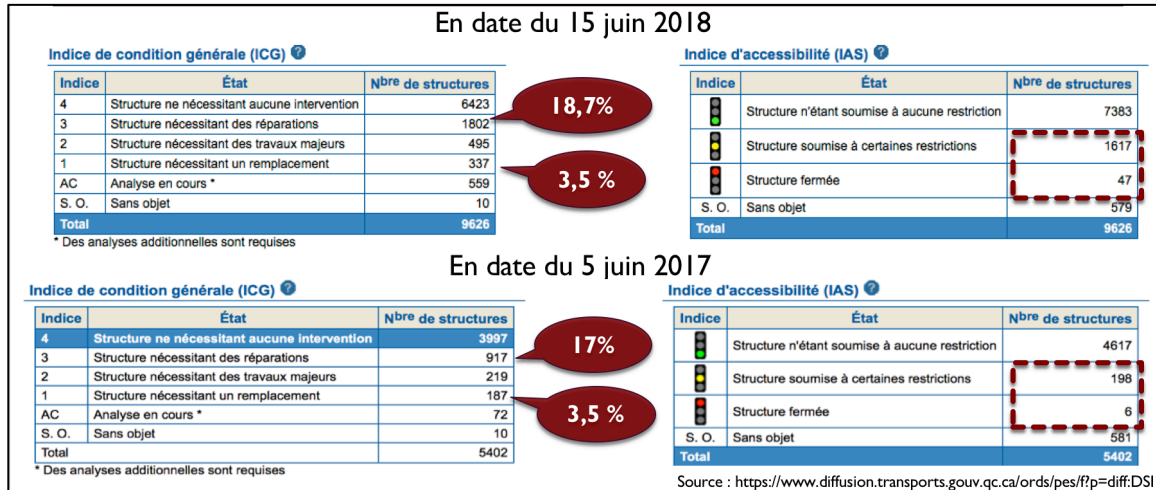
Cette préoccupation se reflète également dans les niveaux de risque perçu pour différents enjeux s'y rattachant : le niveau de risque perçu pour l'état des infrastructures de transport (routes, ponts et viaducs) est de 3,89 sur une échelle de 1 à 5 et de 3,42 pour l'état des aqueducs et égouts. Les Québécois perçoivent un niveau de risque significativement plus élevé pour les infrastructures de transport (routes, ponts et viaducs), dont la dégradation de l'état est plus visible, que pour les infrastructures souterraines (aqueducs et égouts).

Après une baisse constante depuis 2011, la proportion de la population qui perçoit un risque grand ou très grand pour l'état des infrastructures de transport a augmenté à 67 % (elle était de 64 % en 2016). La proportion de répondants percevant des risques grands ou très grands pour les infrastructures de transport est plus élevée chez les femmes (71 % vs 63 %), chez les 55-74 ans (74 %) et chez les Québécois avec un diplôme du secondaire ou du collégial. Les proportions sont également plus élevées que la moyenne surtout dans la région métropolitaine de Montréal : Laval (71 %), les Laurentides (79 %) et la Montérégie (73 %) constituent les 3 régions dans lesquelles le risque perçu est le plus élevé.

De la même façon, la proportion des Québécois n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour la gestion de l'état des infrastructures de transport a augmenté passant de 44 % en 2016 à 55 % en 2018.

Pourtant non seulement, des données sur l'état des infrastructures sont rendues publiques par le ministère des transports du Québec mais aussi par la ville de Montréal et de plus ces données ne nous indiquent pas de détérioration de la situation. Au contraire, à Montréal depuis 2011, l'état des ponts et des tunnels continue de s'améliorer : huit structures nécessitent actuellement des travaux majeurs, contre une cinquantaine dans un état déficient ou critique en 2011. À l'époque, 65 % des structures étaient jugées dans un « bon » état. Aujourd'hui, 80 % des ponts et tunnels de Montréal n'ont pas besoin de

réparations. Quant au reste du Québec, l'inventaire des structures du ministère des transports du Québec présentant l'indice de condition générale des structures montre qu'il y a toujours les mêmes proportions de structures nécessitant des travaux. La seule différence, et non la moindre, se situe au niveau du nombre beaucoup plus élevé de structures soumises à des restrictions ou fermées (il y avait 198 structure soumise à certaines restrictions et 6 fermées en juin 2017, il y en a aujourd'hui 1617 soumises à certaines restrictions et 47 fermées)⁵.



Selon nous, les perceptions des risques des Québécois relativement aux infrastructures de transport sont dont davantage le reflet des travaux, des entraves visibles à la circulation qu'à l'état des routes en tant que tel.

⁵ <https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/projets-infrastructures/structures/Pages/inventaires-structures.aspx>, consulté le 14 juin 2018



MOBILITÉ DURABLE ET TRANSPORT EN COMMUN

Investir dans de grands projets de transport en commun : une priorité pour les québécois

Nos comportements en matière de transport sont en pleine mutation. De nouvelles alternatives voient le jour : véhicules électriques, véhicules autonomes, autopartage, etc. Dans ce contexte, nous avons cherché à mieux comprendre les perceptions des Québécois face à ces changements. Quelles sont les perceptions des Québécois vis à vis des innovations liées aux véhicules (véhicules électriques, véhicules autonomes) ? De quel œil voient-ils ces différentes options de remplacement à la voiture personnelle ? Comment leur volonté de développer le transport en commun se manifeste aujourd'hui dans leurs comportements ?

Véhicules électriques

86 % des Québécois sont pour plus de véhicules électriques. 91 % des répondants qui considèrent que les changements climatiques sont une réalité causée par l'activité humaine sont pour plus de véhicules électriques contre seulement 61 % de ceux qui pensent que les changements climatiques ne sont pas prouvés scientifiquement.



Véhicules autonomes

37 % des Québécois aspirent à plus de véhicules autonomes. Il s'agit d'une part relativement élevée de la population alors même que quelques jours avant la collecte des données de l'enquête, deux accidents mortels ont eu lieu avec des véhicules autonomes aux États-Unis. D'autres facteurs pourraient expliquer pourquoi certains Québécois sont contre plus de véhicules autonomes. En effet, si on met en relation les résultats de l'étude de cas sur la mobilité avec d'autres questions du Baromètre CIRANO 2018 relative à l'intelligence artificielle (IA), on constate clairement que les Québécois contre les voitures autonomes :

- Sont moins familiers avec le terme « Intelligence artificielle » que ceux qui sont pour
- sont plus préoccupés par les risques liés aux innovations technologiques que ceux qui sont pour (17 % vs 10 % ; $p=0,001$)

- sont plus inquiets personnellement du développement de l'IA et des robots que ceux qui sont pour (3,2 vs 2,74 (sur une échelle de 1 à 5 où 1 correspond à pas du tout d'accord) ; p=0,000)
- sont plus inquiets collectivement pour le Québec du développement de l'IA et des robots que ceux qui sont pour (3,2 vs 2,78 (sur une échelle de 1 à 5 où 1 correspond à pas du tout d'accord) ; p=0,000)
- Sont moins prêts à déléguer certaines de leurs tâches à une IA ou à un robot que ceux qui sont pour (40% vs 70 % ; p=0,000)

Les perceptions relatives à ces deux types de véhicules varient en fonction de certaines variables sociodémographiques. Ainsi, les hommes et les Milléniaux (91 % et 49 % des moins de 35 ans sont respectivement pour plus de véhicules électriques et pour plus de véhicules autonomes) sont plus nombreux de façon significative à affirmer être pour plus de véhicules électriques et autonomes.

		
<i>Moyenne globale</i>	86 %	37 %
SEXE	+ hommes (88 % vs 83 % des femmes)	+ hommes (42 % vs 33 % des femmes)
ÂGE	+ Jeunes (91-90-81-60%)	+ Jeunes (49-40-29-12 %)
SITUATION FAMILIALE	+ Avec enfants (90 vs 84 %)	+ Célibataires (43 vs 34 %)
REVENU	+ Hauts revenus (93 % vs 80 % pour < 40000\$ et 87% pour 40000<x<80000)	
SCOLARITÉ	- secondaire (81% vs 87-90-91%)	

Un changement de société s'opère : autopartage et transport en commun

La propriété automobile constitue de moins en moins un signe de réussite professionnelle comme ce pouvait être le cas il y a même encore 15 ans. Aujourd'hui c'est la mobilité qui compte. Ainsi, de plus en plus de Québécois ne possèdent plus de voitures et optent plutôt pour des services d'autopartage. À ce chapitre, l'étude révèle que 72 % des Québécois aspirent au développement de ce type d'offre. Les célibataires (80 %) y sont davantage en faveur que les couples (67 %). En contrepartie, les Québécois de 75 ans et plus (54 %) s'y montrent plus défavorables que le reste de la population adulte (73 % des 18-74 ans).

Est-ce à dire que le déploiement des services d'autopartage s'effectuerait au détriment du transport en commun? Rien n'est moins sûr puisque la très grande majorité des Québécois (83 %) aspirent à voir se développer de grands projets de transport en commun. Sans grande surprise, les plus enclins habitent la grande région de Montréal (86 % contre 78 % dans la

RMR de Québec) et sont âgés de moins de 35 ans (86 % contre 64 % des plus de 75 ans). Faits intéressants, 82 % des Québécois adhèrent à l'idée d'une tarification sociale du transport en commun telle que la gratuité pour les aînés ou encore une réduction pour les personnes à faible revenu.

PORTRAIT DES QUÉBÉCOIS QUI SONT **POUR** UNE TARIFICATION SOCIALE DU TRANSPORT COLLECTIF



87% Montréal RMR sont pour la tarification sociale du transport collectif vs. **80 % Québec RMR** (p=0,045) et 77 % autres régions (p=0,000)



88 % des plus de 55 ans vs. 77 % des moins de 35 ans (p=0,001) et 79 % des 35-54 ans (p=0,000)



86 % des femmes sont pour vs. 79 % des hommes (p=0,006)



Les répondants avec un **revenu de 40 000 \$ et moins** sont **88 %** à être pour la tarification sociale contre 76 % de ceux avec un revenu de 80 000 \$ et + (p=0,000)

Perceptions des Québécois relatives à différents projets de transport collectif à l'étude

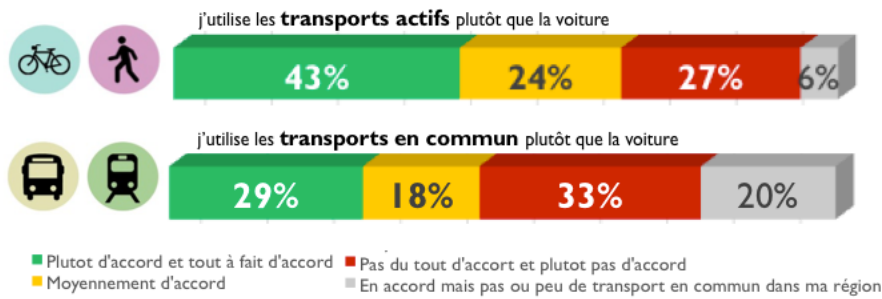
Quels grands projets de transport collectif ont davantage la cote auprès des Québécois?

- 77 % sont pour le REM (Réseau express métropolitain) (de façon non surprenante, les répondants de Montréal (région métropolitaine de recensement) sont les plus nombreux de façon significative à être pour à hauteur de 82 %),
- 71 % sont pour la « ligne rose » du métro à Montréal,
- 70 % sont pour le tramway à Québec (étonnamment les répondants de Québec (région métropolitaine de recensement) sont les moins nombreux à être pour, à hauteur de 63 %)
- 53 % sont pour le Grand Déblocage pour le grand Montréal.

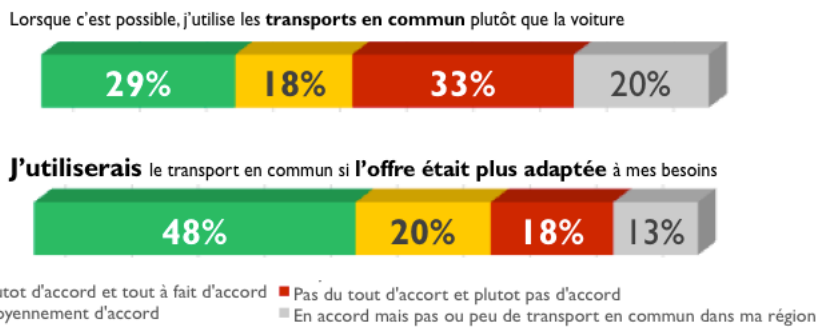
Comportements et aspirations des Québécois vis-à-vis du transport en commun

Tout le monde est pour la vertu, mais est-ce que cela se reflète réellement dans les comportements des Québécois dans leurs déplacements ? 43% des Québécois sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante « lorsque c'est possible, j'utilise les transports actifs (marche, vélo, etc.) plutôt que ma voiture ». Mais c'est seulement le cas de 29 % des Québécois lorsqu'on les interroge sur l'utilisation des transports en commun plutôt que la voiture lorsque c'est possible.

Lorsque c'est possible...



Cependant, **48 %** affirment qu'ils opteraient davantage pour ce mode de déplacement si l'offre était mieux adaptée à leurs besoins. Ces statistiques montrent clairement l'importance d'un système de transport plus adapté à la réalité des citoyens.



Ces statistiques sont toutefois à relativiser puisqu'il y a de grandes différences en fonction des régions d'habitation des répondants. Par exemple, Montréal se distingue de façon significative des autres régions du Québec : 52 % des résidents de Montréal utilise déjà les transports en commun plutôt que leur voiture lorsque c'est possible (29 % en moyenne pour tout le territoire du Québec) et 62 % l'utiliseraient si l'offre était plus adaptée à leurs besoins (48 % pour l'ensemble du Québec).

Ces deux proportions sont certes significativement plus élevées que pour les répondants des autres régions, toutefois l'écart entre 52 % et 61 % n'est pas aussi grand que pour certaines autres régions. Ces résultats nous laissent croire que le système de transport en commun est déjà relativement bien adapté aux besoins des citoyens à Montréal.

La nécessité d'un transport collectif adapté aux besoins l'est beaucoup plus pour les autres régions, et plus particulièrement pour la Montérégie, Laval, Lanaudière, les Laurentides et la Capitale-Nationale. En effet, pour ces régions, l'écart entre la proportion des répondants qui utilisent le transport en commun et ceux qui l'utiliseraient s'il était adapté à leurs besoins est très importants. Les résidents de ces régions sont visiblement prêts à utiliser les transports en commun, en autant qu'ils soient adaptés à leurs besoins.

Région	Proportion des Québécois qui sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « J'UTILISE les transports en commun plutôt que ma voiture lorsque c'est possible »	Proportion des Québécois qui sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « J'UTILISERAI les transports en commun si l'offre était plus adaptée à mes besoins »
Montréal	52%	61%
Montérégie	28%	53 %
Laval	15 %	37%
Lanaudière	10 %	35%
Laurentides	16%	45%
Capitale Nationale	34 %	53%

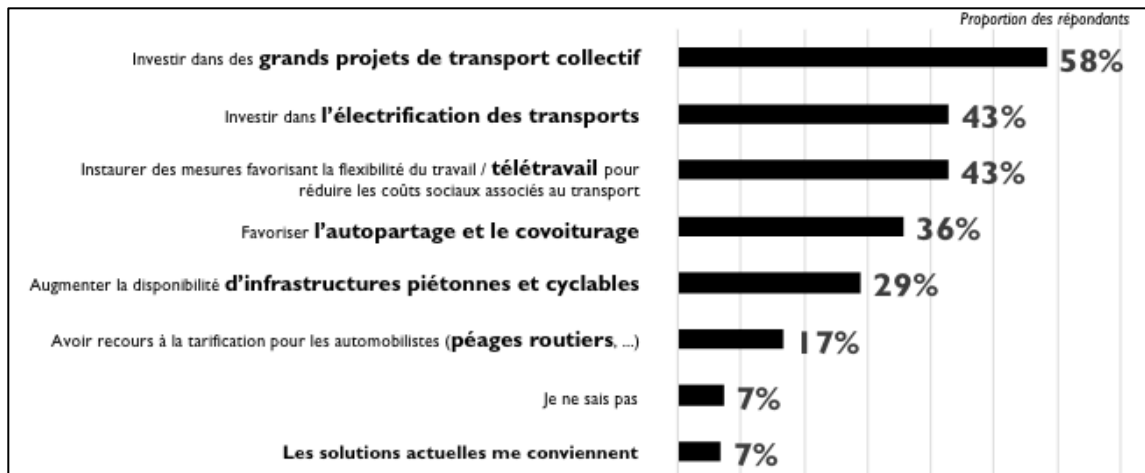
De plus, un élément très intéressant ressort des analyses de comparaisons de moyennes. Les analyses statistiques sur les réponses relatives aux comportements des Québécois vis-à-vis de l'utilisation actuelle du transport en commun en fonction de certaines variables sociodémographiques montrent plusieurs différences significatives. Toutefois, il s'avère que ces différences significatives disparaissent complètement lorsqu'on analyse les réponses relativement à leur utilisation future et potentielle du transport en commun. Ces constats sont encourageants et prouvent que le marché potentiel d'un système de transport en commun adapté au besoin est beaucoup plus large et varié que le marché des utilisateurs actuels. En d'autres mots, le développement de grands projets de transport collectif devrait rejoindre beaucoup plus de catégories de personnes que l'offre actuelle.

Variables sociodémographiques	Proportion des Québécois qui sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « J'UTILISE les transports en commun plutôt que ma voiture lorsque c'est possible »	Proportion des Québécois qui sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation « J'UTILISERAI les transports en commun si l'offre était plus adaptée à mes besoins »
Langue maternelle (français ; anglais ; autres)	27** ⁻ ; 36 ; 43	47 ; 54 ; 53
Âge (18-34 ans ; 35-54 ans ; 55-74 ans ; plus de 75 ans)	34 ** ⁺ ; 28 ; 27 ; 25	53 ; 50 ; 43 ; 58
Situation familiale (célibataire ; en couple)	38** ⁺ ; 24 (en couple)	48 ; 48
Scolarité (secondaire ; collégial ; Baccalauréat ; diplôme universitaire de 2 ^e ou 3 ^e cycle)	23 ; 29 ; (34 ; 43)** ⁺	45 ; 48 ; 54 ; 49

*Note : les * signifie que la proportion est significativement différente des autres. Le ⁺ ou ⁻ indique le sens de la différence de proportion.*

En conclusion, on constate donc un engouement pour le développement de grands projets de transport en commun au Québec, bien qu'il soit très important que ces derniers soient adaptés aux besoins des citoyens pour susciter son adoption. Il y a en effet clairement une dichotomie entre les aspirations des Québécois et leur réalité en termes de déplacements. Dans ce contexte, on peut se demander comment faire passer les perceptions à des comportements et à des actions ? Lorsqu'interrogés sur les trois choix de société que le Québec devrait prioriser parmi une liste de sept mesures pour favoriser la mobilité durable,

- 58 % des Québécois préconisent des investissements dans des grands projets de transport en commun,
- 43 % retiennent l'investissement dans l'électrification des transports et
- 43 % prônent l'instauration de mesures favorisant la flexibilité du travail/ le télétravail pour réduire les coûts sociaux associés au transport (congestion etc.).



Choix de société que le Québec devrait prioriser pour favoriser la mobilité durable

Les perceptions pour ces choix de société préconisés par les Québécois varient en fonction de certaines variables sociodémographiques telles que présenté dans le tableau ci-dessous.

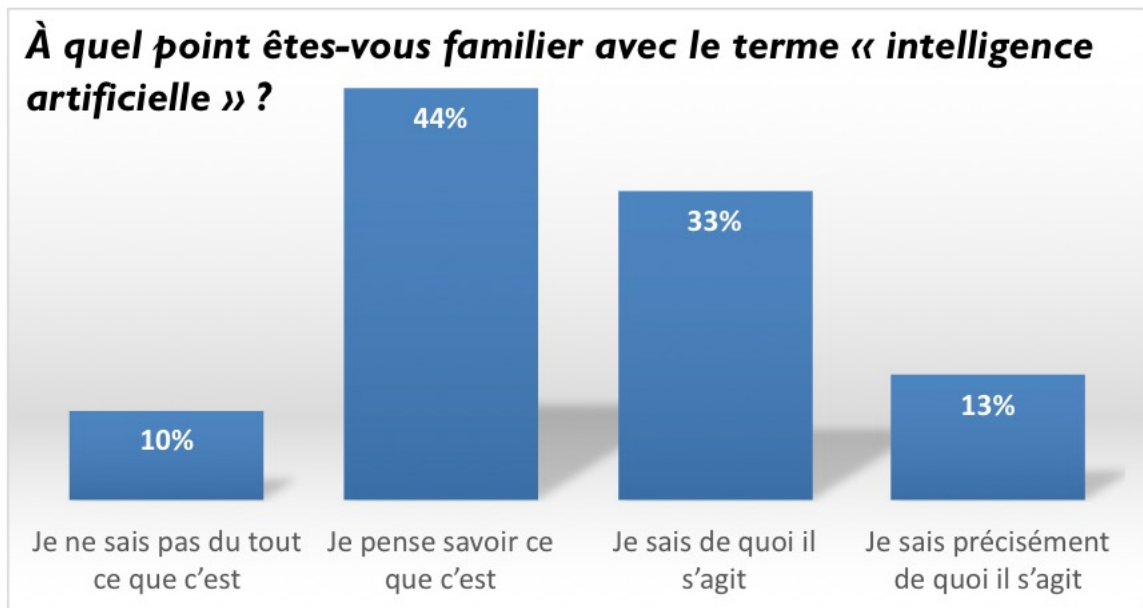
	Investir dans des grands projets de transport collectif	Investir dans l'électrification des transports	Instaurer des mesures favorisant le télétravail
<i>Moyenne globale</i>	58 %	43 %	43 %
Région	+ Montréal (61 % vs 55 % autres régions)		+ Québec (53 % vs 42 % à MTL et 41 % autres régions)
Sexe		+ hommes (51 % vs 35 % des femmes)	+ femmes (45 % vs 40 % des hommes)
Âge		+ Jeunes -35ans (50 % vs 39-43-23%)	- Jeunes -35ans (36 % vs 46- 46- 30%)
Situation familiale			+ En couple (46 vs 39 %)
Revenu	+ Hauts revenus (65 % vs 55 % pour < 40000\$ et 57% pour 40000<x<80000)	+ Hauts revenus (49 % vs 40 % pour < 40000\$)	
Scolarité	- secondaire (52% vs 61-64-64%)	+ Msc/PhD (61 % vs 37 secondaire, 43 collégial, 45 Bacc)	+ Bacc (49 % vs 38 secondaire, 45 collégial, 39, Msc/PhD)



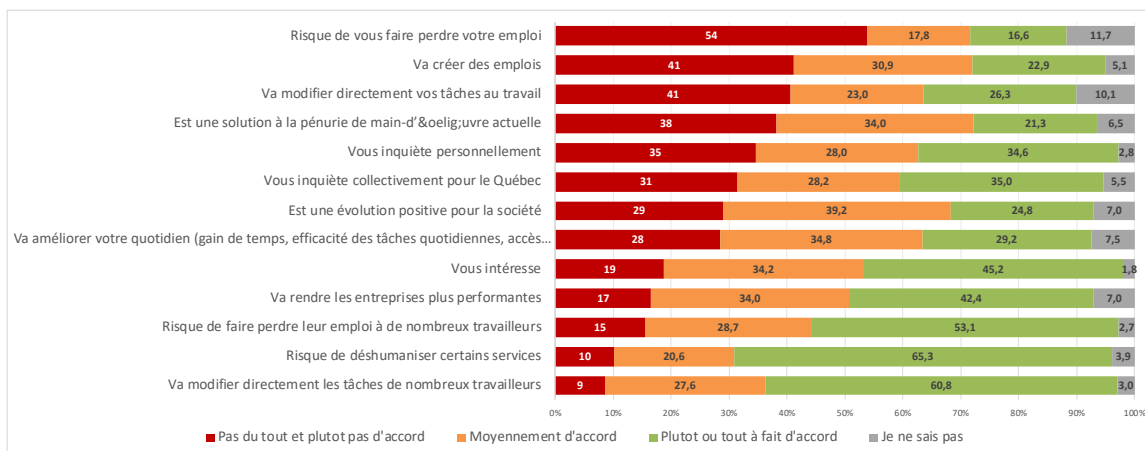
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Les Québécois moins inquiets pour leur propre emploi que pour le marché du travail et prêts à se former pour s'adapter aux changements technologiques.

Il est très important en premier lieu de savoir le niveau de connaissance des Québécois vis-à-vis de l'intelligence artificielle (IA). Ainsi, lorsqu'on leur pose la question de leur niveau de familiarité avec le terme IA, seulement 10% des Québécois ne savent pas du tout ce que c'est. 44 % pensent savoir ce que c'est.



La plupart des Québécois (61 %) considèrent que l'intelligence artificielle transformera les tâches des travailleurs et 53 % croient qu'elle occasionnera de nombreuses pertes d'emploi. Toutefois, la grande majorité d'entre eux ne nourrit pas cette appréhension face à leur situation personnelle : seulement 17 % estiment que l'IA pourrait leur faire perdre leur propre emploi et 26 % qu'elle affectera leurs tâches au travail.



Plus spécifiquement, le Baromètre CIRANO révèle que les Québécois qui se sentent personnellement plus touchés par l'essor de l'IA et qui redoutent une perte d'emploi se retrouvent davantage chez les résidents de la région métropolitaine de Montréal (21 %), les anglophones (22 % contre 15 % pour les francophones), les ouvriers spécialisés et les travailleurs manuels (27 %), les détenteurs d'un diplôme secondaire (20 %) et collégial (19 % contre 11 % des diplômés universitaires) et ceux dont le revenu familial annuel est inférieur à 80 000 \$.

En contrepartie, la majorité des Québécois croient que le développement de l'intelligence artificielle rendra les entreprises plus performantes puisque seulement 17 % d'entre eux ne sont pas en accord avec cette affirmation.

SUR LES ENTREPRISES

L'IA va rendre les entreprises plus performantes

- **42 %** des Québécois pensent que le développement de l'IA va rendre les entreprises plus performantes.

Selon eux, les 3 secteurs qui vont bénéficier le plus du potentiel de l'IA sont :

- La domotique
- Le secteur manufacturier
- Le secteur médical

SUR LES TÂCHES

L'IA va modifier les tâches des travailleurs

- **61 %** des Québécois pensent que le développement de l'IA va modifier les tâches de nombreux travailleurs
- **26 %** pensent que l'IA va modifier directement leurs tâches de travail

SUR L'EMPLOI

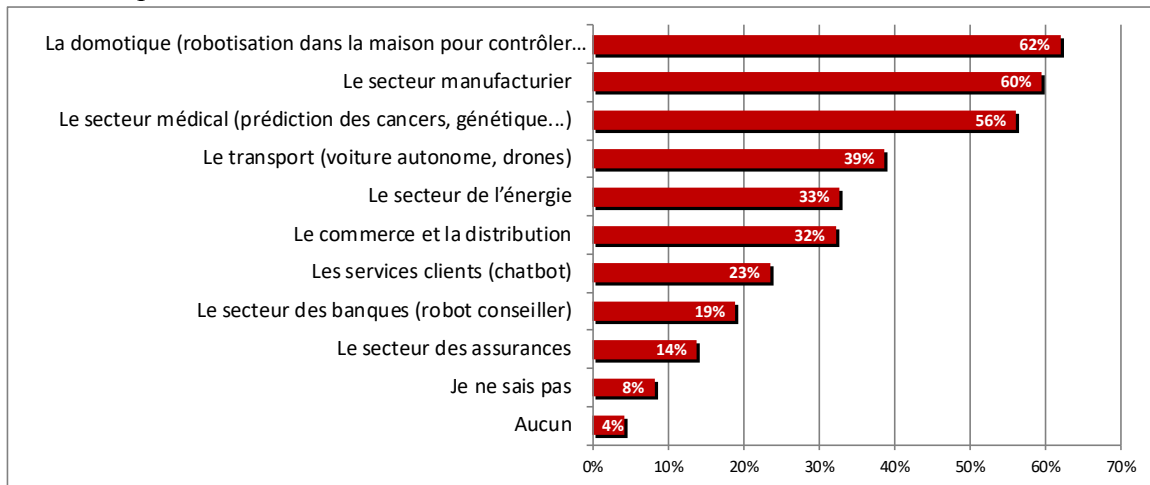
Selon les Québécois, l'IA va avoir un impact sur l'emploi au Québec

- **53 %** des Québécois pensent que le développement de l'IA risque de faire perdre des emplois à de nombreux travailleurs au Québec.
- Toutefois, seulement **17 %** pensent que cela va leur faire perdre leur propre emploi

Des différences significatives apparaissent parmi les répondants en accord selon certaines variables sociodémographiques. Ceux qui sont plutôt ou tout à fait d'accord sont davantage : des hommes (51 % vs 34 % des femmes), des moins de 35 ans (51 %), des répondants de

la grande région de Québec (53 % vs 39 % des répondants de Montréal RMR) et des francophones (45 % vs 33 % des anglophones et 28 % des allophones).

Les Québécois estiment que les secteurs qui bénéficieront le plus du potentiel de l'IA sont la domotique, le manufacturier et le médical.

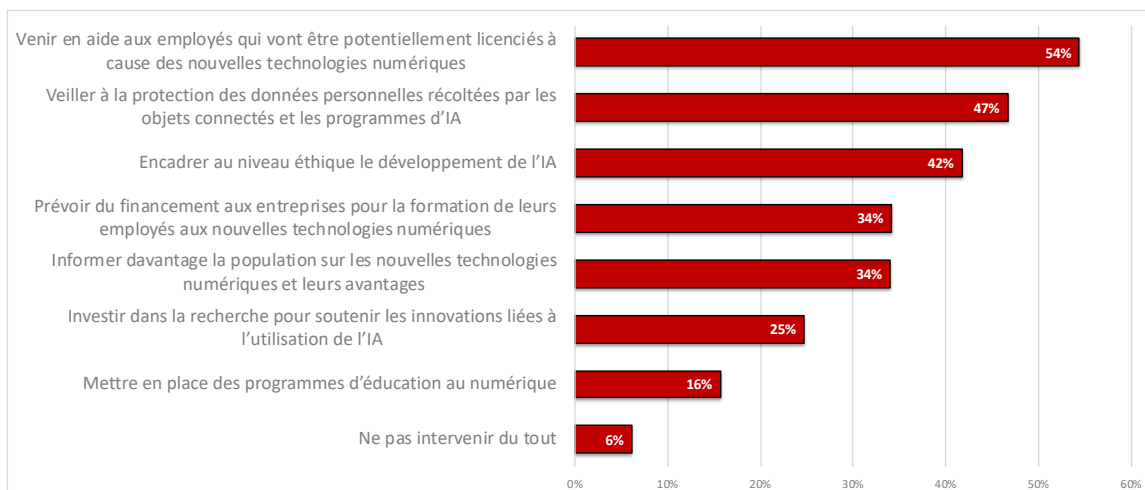


Secteurs qui bénéficieront le plus du potentiel de l'IA

Priorités d'action des Québécois

Le développement de l'IA entraînera inévitablement la redéfinition ou la suppression de certains emplois mais il en créera aussi de nouveaux. Il importe donc que cette quatrième révolution industrielle soit soutenue par un effort considérable en matière de formation afin les Québécois puissent pleinement contribuer à la société de demain. Dans cette optique, nous avons sondé les Québécois sur les pistes d'action qu'ils souhaiteraient que le gouvernement préconise pour mieux gérer les impacts liés au développement de l'IA.

Plus de la moitié des Québécois (54 %) croient que le gouvernement devrait soutenir les employés qui seront potentiellement licenciés en raison de l'adoption des nouvelles technologies. Cette proportion est totalement indépendante de toutes considérations sociodémographiques. Ainsi quelque soit leur revenu, région d'habitation, occupation, niveau d'étude, langue, une grande partie des Québécois considèrent cette piste d'action comme étant prioritaire.



Selon vous, quelles actions devraient prendre prioritairement les gouvernements face à l'arrivée de l'IA et de la robotisation

La protection des données personnelles recueillies par les objets connectés et les programmes d'IA semble être une préoccupation car 47 % des Québécois jugent essentiel que le gouvernement en fasse une priorité. Enfin, 34 % souhaitent que le gouvernement accorde du financement aux entreprises afin de former leurs employés aux nouvelles technologies numériques.

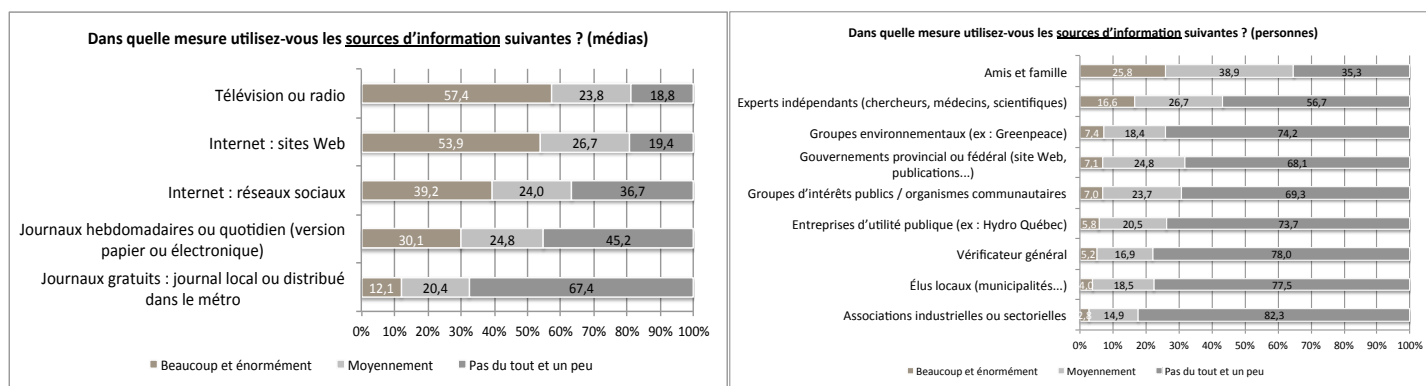
Globalement, la solution face à ces changements technologiques n'est pas unique et elle nécessite la collaboration non seulement des gouvernements, des universités mais aussi des entreprises et ultimement des Québécois. À la lumière de cette étude, il apparaît que les Québécois se montrent plus curieux qu'inquiets face au déploiement de l'intelligence artificielle.

La majorité d'entre eux (61 %) semblent d'ailleurs vouloir faire partie de la solution puisqu'ils se disent prêts à suivre une formation pour s'adapter à ces bouleversements technologiques. Les hommes (67 %) y sont davantage en faveur que les femmes (54 %) ainsi que les moins de 54 ans. Plus le niveau de scolarité augmente, plus les Québécois se disent prêts à suivre une telle formation (il s'agit par exemple de 68 % des Québécois avec un diplôme universitaire de 1^{er} cycle et de 71 % avec un diplôme universitaire de 2^e ou 3^e cycle). En contrepartie, les Québécois qui ont un revenu familial de moins de 40 000 \$ (54 %) s'y montrent plus défavorables que ceux ayant un revenu compris entre 40 000 et 80 000 \$ (63 %) ou encore que ceux ayant un revenu supérieur à 80 000 \$ (71%). De la même façon, les travailleurs manuels et les ouvriers spécialisés (55 %) et ceux qui ne travaillent pas (53 %) semblent moins enclin à suivre ce type de formation.



CONCLUSION

Certaines perceptions sont le reflet de la réalité et d'autres s'en éloignent. Dans certains cas, le fait que nos perceptions soient sous ou sur évaluées peut avoir des conséquences importantes puisque nos comportements vont en dépendre. Comment dans ce contexte communiquer à la population le bon message, les vraies données ? Par quelle source d'information les Québécois s'informent ?



On constate d'une façon générale que les Québécois utilisent encore beaucoup la télévision et la radio pour s'informer (57 % l'utilisent beaucoup ou énormément). Internet se retrouve tout juste derrière avec 54 % des Québécois qui l'utilisent beaucoup ou énormément. Toutefois, ce qui nous frappe dans les résultats du Baromètre 2018 c'est la baisse systématique de l'utilisation de toutes les sources d'information par rapport à 2016 (c'était par exemple 67 % des Québécois en 2011 qui utilisaient beaucoup ou énormément la télévision et la radio. Ce pourcentage est passé à 65 % en 2013, 63 % en 2016 et c'est maintenant 57 % en 2018). Est-ce à dire que les Québécois s'informent moins ?

Il est toutefois rassurant de constater que les seuls auprès de qui la population s'informe davantage en 2018 qu'en 2016 sont les experts (17 % contre 14% en 2016).

BIBLIOGRAPHIE

Blouin, Chantal, Denis Hamel, Nathalie Vandal (2015). Les conséquences économiques associées à l'obésité et l'embonpoint au Québec : les coûts liés à la consommation de médicaments et à l'invalidité. Montréal : INSPQ

Blouin, Chantal, Nathalie Vandal, Amadou Diogo Barry et al. (2015). Les conséquences économiques associées à l'obésité et l'embonpoint au Québec : les coûts liés à l'hospitalisation et aux consultations médicales. Montréal : INSPQ

De Marcellis-Warin, N., & Peignier, I. (2011, 2012, 2013 et 2016). Bases de données du Baromètre CIRANO.

De Marcellis-Warin, N., & Peignier, I. (2013). Résultats de Baromètre spécifique CIRANO sur le transport des matières dangereuses. Base de données CIRANO.

De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Leenhouts, R., Bui, H., & Strub, M. (2014). *Vers une gestion proactive des risques reliés aux projets d'infrastructures des municipalités* (Rapport de recherche CIRANO - Document produit dans le cadre d'un projet de recherche avec l'Union des Municipalités du Québec (UMQ)).

De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Teodoresco, S., & des Chênes, M. (2014). *Une action collective pour l'intégrité dans l'industrie de la construction du Québec* (Rapport de recherche CIRANO No. 2014RP-04).

De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Bui, M. H., Anjos, M. F., Gabriel, S. A., & Guerra, C. (2015). *L'énergie et les changements climatiques - Perceptions québécoises* (No. Rapport de recherche CIRANO 2015RP-08).

Institut de la statistique du Québec (2017), Les indicateurs de l'occupation et de la vitalité des territoires

Institut national de santé publique du Québec (2014). Poids corporel et santé chez les adultes québécois. Auteurs : Sylvie Martel. Montréal : INSPQ

Maisonneuve, Catherine, Patricia Lamontagne, Carole Blanchet et Denis Hamel (2015). Poids corporel et insécurité alimentaire chez les adultes québécois en 2011-2012. Montréal : INSPQ

OCDE (2018) Outil interactif de l'OCDE, disponible sur le site de l'Institut canadien d'information sur la santé

Sanger, W. et Warin, T. (2016). "Perceptions sur l'AÉCG au Québec" in Nathalie de Marcellis-Warin et Ingrid Peignier (2017). Perception des risques au Québec - Baromètre CIRANO, Presses Internationales Polytechnique.

Steensma, C., Loukine, L., Orpana, H., et al. (2013). Comparing life expectancy and health-adjusted life expectancy by body mass index category in adult Canadians: a descriptive study, *Population Health Metrics*, 11(1), 21. doi: 10.1189/1478-7954-11-21.